

Rapport sur la solidarité internationale

2021-2022

JUNK TERROR LAW!

PHOTO DE COUVERTURE : AUX PHILIPPINES, DES MEMBRES DE L'ALLIANCE OF CONCERNED TEACHERS PARTICIPENT À UNE JOURNÉE MONDIALE D'ACTION EN DÉCEMBRE 2021 POUR PROTÉGER CONTRE LES MEURTRES DE SYNDICALISTES QUALIFIÉS DE "TERRORISTES" PAR LE RÉGIME DUTERTE.

TABLE DES MATIÈRES

- 1 La force de notre solidarité
- 2 Le Fonds pour la justice mondiale en action
- 10 La solidarité entre travailleuses et travailleurs
- 14 Travailler avec nos partenaires
- 19 Se mobiliser pour un monde meilleur
- 20 Les membres du Comité national de la justice mondiale
Les partenaires du Fonds pour la justice mondiale

Le Rapport 2021-2022 du SCFP sur la solidarité internationale est publié par le Syndicat canadien de la fonction publique, 1375, boulevard Saint-Laurent, Ottawa (Ontario) K1G 0Z7.

Imprimé par des syndiqué(e)s avec des encres à base d'huile végétale sur du papier recyclé contenant 30 % de déchets de consommation, recyclable et biodégradable, sans chlore élémentaire et certifié par le Forest Stewardship Council.

Rédactrice : Kelti Cameron. Éditrice : Karin Jordan, assistée par Manon Lajoie et Valérie Ménard pour la révision des textes.
Conception graphique : Jocelyn Renaud.

Plusieurs photos de ce rapport sont utilisées sous les licences Creative Commons Attribution-NonCommercial et Attribution-ShareAlike. Pour de plus amples renseignements sur Creative Commons et ses licences, rendez-vous au creativecommons.org/licenses.

N° ISSN : 1920-1443

Téléchargez un exemplaire de ce rapport ou lisez-le en ligne au scfp.ca/solidarite-internationale

La force de notre solidarité


L'édition 2021-2022 du Rapport annuel du SCFP sur la solidarité internationale fait état de certains des problèmes les plus urgents dans le monde et des actions entreprises par les syndicats et les mouvements sociaux pour y répondre. Le rapport illustre le courage de nos ami(e)s, partenaires et camarades à travers le monde qui sont au cœur de notre lutte collective contre la pandémie et les changements climatiques, mais aussi pour les droits et le respect de l'ensemble de nos membres, des travailleuses et des travailleurs.

L'état du monde est préoccupant à bien des égards. Nous ressentons toutes et tous les effets de la guerre et de l'occupation dans de nombreuses régions du monde, notamment en Ukraine, en Birmanie, au Yémen, en Syrie et en Palestine. Alors que les pays riches, dont le Canada, sortent lentement de la pandémie grâce à des taux élevés de vaccination et d'accès aux tests et aux traitements contre la COVID-19, la cupidité des entreprises fait en sorte que beaucoup de gens n'ont pas droit aux vaccins et aux traitements, particulièrement dans les pays pauvres. De plus, le rapport 2022 du Groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat (GIEC) a lancé un avertissement alarmant : notre temps sur cette planète est compté si nous n'agissons pas dès maintenant. Enfin, les militant(e)s, les citoyennes et les citoyens qui défendent les droits territoriaux, la démocratie et la justice doivent se battre pour leur vie et leur liberté. Ce sont des luttes gigantesques. Mais elles ne sont pas insurmontables.

Le présent rapport démontre la force de notre solidarité. Grâce aux actions entreprises de concert avec des syndicats, des organismes de défense des droits de la personne et des communautés du monde entier, nous pouvons voir que les travailleuses et les travailleurs ont du pouvoir. Notre force collective peut changer le monde. Nous avons en effet de l'impact lorsque nous nous tenons aux côtés des militant(e)s qui résistent aux gouvernements d'extrême droite et au pouvoir de l'entreprise privée.

Nous sommes profondément inspirés par les peuples autochtones, les groupes de femmes, les jeunes et les syndicats qui unissent leurs forces et ripostent. Nous sommes solidaires de ces groupes. Les gens s'organisent, de façon profonde et significative, pour résister au pouvoir répressif et réclamer une véritable démocratie et une véritable justice.

Ce sera toujours un privilège de se tenir aux côtés de ces gens dans notre lutte collective pour les droits de la personne et du travail, des emplois décentés, des services publics forts, les droits territoriaux, la paix et la justice climatique.



Mark Hancock,
Président national du SCFP



Candace Rennick,
Secrétaire-trésorière
nationale du SCFP

Le Fonds pour la justice mondiale en action

Cette année, nous avons continué à œuvrer en solidarité avec les travailleuses, les travailleurs et nos partenaires communautaires dans de nombreux pays. Nous avons consolidé des collaborations à long terme par l'entremise de notre Fonds pour la justice mondiale. Ce fonds est l'une des façons dont notre syndicat soutient les mouvements mondiaux pour les droits de la personne, la protection des travailleurs et travailleuses, la paix et la justice.

En 2021-2022, le Fonds pour la justice mondiale du SCFP a soutenu des travailleuses, des travailleurs et des partenaires communautaires en Birmanie, au Canada, en Colombie, à Cuba, au Guatemala, à Haïti, au Honduras, au Nicaragua et aux Philippines.

BIRMANIE

L'armée a pris le pouvoir en Birmanie en février 2021 en renversant le gouvernement de la Ligue nationale pour la démocratie (LND) élue en novembre 2020. Le SCFP et d'autres organisations ont craint que les militaires ciblent notre partenaire, le Syndicat des femmes tavoyanes (SFT), en raison de son implication politique en faveur des droits des femmes.

Les militantes du SFT se sont efforcées de protéger des informations vitales avant que la crise politique ne les oblige à fermer leurs bureaux et à cesser leur travail de revendication. Jusqu'au coup d'État, le SFT était basé dans la région méridionale

UNE MANIFESTATION TENUE EN FÉVRIER 2021 EN BIRMANIE CONTRE LE COUP D'ÉTAT MILITAIRE. DES MOUVEMENTS DE PROTESTATION ET DE RÉSISTANCE INSPIRANTS SONT NÉS À LA SUITE DE LA PRISE DU POUVOIR PAR L'ARMÉE. LES MANIFESTATIONS PACIFIQUES ONT ÉTÉ VIOLEMMENT RÉPRIMÉES.



Photo : MgHla (alias) Htin Linn Aye/CC BY-SA 4.0

de Tanintharyi. L'organisme aide les femmes à devenir des leaders politiques dans leurs communautés et à tisser des réseaux avec des femmes d'autres régions. Il les forme aussi à lutter contre la violence et la discrimination fondées sur le genre. Le SFT a pour objectif de construire « une société de paix, de justice, de liberté et d'égalité en Birmanie ».

Les militant(e)s et les organisations de la société civile comme le SFT ont trouvé des moyens ingénieux et courageux afin d'éviter une répression militaire violente et traumatisante. En date de mars 2022, plus de 1700 militant(e)s ont été tués et 10 000 personnes détenues. Les gens ont formé des groupes de travail pour empêcher l'identification des organisations par leur nom officiel. Les communautés et les villages fonctionnent sous une administration collective pour éviter que les dirigeant(e)s soient ciblés. Les militant(e)s se déplacent fréquemment et changent d'endroit où dormir après quelques jours.

Les manifestations tenues à travers le pays ont résulté en un mouvement national pacifique et non violent de désobéissance civile qui a duré des mois. Il y a eu des grèves, des manifestations publiques, de la désobéissance civile, des boycotts, un mouvement de casseroles et une campagne du ruban rouge en solidarité avec la LND.

Il a fallu quelques mois au SCFP pour reprendre contact avec des membres du SFT et s'assurer de leur sécurité. Nous restons en contact avec elles et partageons notre soutien et notre solidarité pour les aider à traverser cette période d'instabilité politique. Les dirigeantes du SFT sont convaincues qu'elles reprendront leur travail un jour.

CANADA

Migrante, un partenaire du SCFP, appuie les travailleuses et travailleurs migrants qui réclament des changements au Canada. En 2021, ses travaux se sont concentrés sur le changement politique. Des ateliers de leadership et d'éducation aux

droits ont été offerts à des travailleuses et des travailleurs étrangers temporaires, notamment dans les communautés mal desservies. Des séances de discussion avec des personnes sans papiers ou statut ont permis à l'organisme de mieux comprendre ce qu'elles vivent et de recevoir des conseils sur la façon d'appuyer leurs revendications et de partager leurs histoires sans les mettre en danger.

Ce projet tient compte de l'expérience des membres du SCFP en tant que travailleuses et travailleurs migrants ou de celle de leurs proches qui vivent les problèmes que le projet vise à résoudre. Nos membres peuvent avoir un(e) ami(e) ou une connaissance qui est, ou connaît, une travailleuse ou un travailleur migrant sans papiers ou sans statut. Nos membres peuvent ignorer comment réagir à des commentaires négatifs sur les personnes migrantes sans statut ou comment les aider. La solidarité entre travailleuses et travailleurs permettra de mieux comprendre les problèmes et les défis auxquels sont confrontées les personnes migrantes sans papiers ou sans statut. Elle aidera les sections locales du SCFP

MIGRANTE CANADA A VISITÉ DES TRAVAILLEUSES ET DES TRAVAILLEURS AGRICOLES MIGRANTS DANS LE SUD DE L'ALBERTA À L'AUTOMNE 2021, AVANT LEUR RETOUR AU MEXIQUE.



Photo : Migrante Canada



Photo : NOMADESC



Photo : NOMADESC

« NOUS LUTTONS POUR LA VIE », PEUT-ON LIRE DANS UN TRACT DISTRIBUÉ LORS DE LA GRÈVE NATIONALE DE 2021 EN COLOMBIE OÙ DES CENTAINES DE MILLIERS DE PERSONNES SONT DESCENDUES DANS LES RUES. LA GRÈVE A DURÉ PLUSIEURS MOIS.

à œuvrer pour le changement et pour l'octroi du statut d'immigrant permanent à tout le monde.

Le gouvernement canadien poursuit l'élargissement de son Programme des travailleurs étrangers temporaires dans le but d'importer de la main-d'œuvre bon marché par l'entremise d'une « gestion de la migration ». Cela affecte profondément le bien-être des travailleuses et des travailleurs migrants. Le Canada milite en faveur du Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières (PMM), lancé par les Nations Unies, dont il est signataire. Le PMM promeut une gestion des migrations au service des employeurs et régule la migration pour les pays riches en garantissant l'accès aux travailleuses et aux travailleurs les plus qualifiés tout en limitant l'entrée aux moins qualifiés. Le PMM fait aussi en sorte que la migration s'institutionnalise dans les pays d'origine, généralement plus pauvres, avec des canaux d'exportation de main-d'œuvre

UNE BANDEROLE SUR LAQUELLE ON PEUT LIRE « CALI, CAPITALE DE LA RÉSISTANCE ». NOMADESC ET SINTRACUAVALLE ONT CONTRIBUÉ À LA MOBILISATION À CALI LORS DE LA GRÈVE NATIONALE EN COLOMBIE. DANS CETTE VILLE, L'ORGANISATION DE LA RÉSISTANCE ÉTAIT MENÉE PAR DES JEUNES. LA RÉPRESSION POLICIÈRE ET MILITAIRE Y A ÉTÉ BRUTALE. NOMADESC EST BASÉE À CALI.

« officiels » qui facturent des frais aux travailleuses et aux travailleurs, créant ainsi un réseau d'entreprises qui profitent de la migration.

Migrante projette d'élargir sa campagne d'éducation sur le statut d'immigration à part entière pour l'ensemble des sans-papiers, tout en s'opposant à la traite des personnes et en exposant les dangers du PMM et le rôle du Canada dans ce pacte.

COLOMBIE

Les partenaires du SCFP en Colombie sont confrontés aux effets de la pandémie de COVID-19, à l'échec de l'accord de paix, à la violence politique ciblant les dirigeant(e)s des mouvements sociaux et les militant(e)s des droits de la personne, ainsi qu'aux attaques contre les personnes qui défendent les droits autochtones, fonciers et environnementaux.

Au printemps 2021, des centaines de milliers de personnes sont descendues dans la rue dans le cadre d'une grève nationale. Il s'agissait d'une mobilisation de masse contre des réformes fiscales régressives et la privatisation des soins de santé, sans oublier la corruption et la violence du gouvernement, de l'armée et de la police. La ville de Cali où la résistance était menée par des jeunes, a été le théâtre d'une répression policière et militaire brutale. Des dizaines de jeunes ont été assassinés. Rien qu'en 2021, 169 dirigeant(e)s des mouvements sociaux et 48 signataires de l'accord de paix ont été assassinés en Colombie. Quarante-deux massacres de masse ont aussi été perpétrés.

Les attaques contre les militant(e)s pendant la grève nationale de 2021 ont suscité une inquiétude croissante en vue des élections législatives et présidentielles de 2022 qui pourraient être perturbées par la violence. Cette crainte s'appuie sur des statistiques : en 2020, plus de militant(e)s des droits de la personne ont été assassinés en Colombie qu'ailleurs dans le monde.

Face à ces graves menaces, les mouvements sociaux progressistes, dont les partenaires du SCFP, NOMADESC (Association pour la recherche et l'action sociale) et SINTRACUAVALLE (le syndicat du personnel du seul fournisseur public d'eau de Colombie), s'organisent pour assurer des élections justes et respectueuses des lois.

Les étudiant(e)s de l'Université interculturelle des peuples (UIP) de NOMADESC, une université populaire alternative dirigée par et pour des membres des mouvements sociaux, sont également confrontés à la violence dans les régions de la Cordillera Occidental de Nariño et du Pacífico Vallecaucano, situées dans la province de Cauca. Plus de la moitié des étudiant(e)s de l'UIP sont originaires de ces régions, où l'escalade du conflit armé est très préoccupante.

NOMADESC concentre ses efforts à la surveillance et à l'accompagnement en matière de droits de la personne, à la documentation des violations des droits de la personne en lien avec les élections et à la divulgation de ces violations par l'intermédiaire de ses partenariats internationaux.

SINTRACUAVALLE œuvre à l'amélioration des systèmes d'eau municipaux dans la province de Valle de Cauca, en plus de résister aux pressions exercées par le gouvernement et les entreprises qui souhaitent privatiser l'eau. En plus des troubles politiques, les membres de SINTRACUAVALLE sont confrontés à des crises complexes : la pandémie, l'aggravation du climat et l'état de l'économie nationale et mondiale. La situation a incité des jeunes provenant des campagnes de la Valle de Cauca à se joindre à la grève nationale. SINTRACUAVALLE travaille avec les jeunes de la région pour remédier au manque chronique d'emplois.

SINTRACUAVALLE a publié un livre qui documente la grève nationale et en examine les origines, la croissance et la propagation. Cet ouvrage célèbre l'expression démocratique du peuple colombien et du mouvement syndical contre le modèle néolibéral qui propage la pauvreté et les inégalités sociales en Colombie.

GUATEMALA

Selon les partenaires du SCFP, la population du Guatemala est victime de la négligence et de la répression croissantes du gouvernement de droite corrompu et oppressif. Plus d'un an après la dévastation du pays par deux énormes ouragans, les communautés touchées attendent toujours l'aide du gouvernement pour se relever. La plupart des familles touchées sont autochtones et paysannes. Elles doivent vivre dans des conditions inhumaines, alors qu'elles souffraient déjà de pauvreté et de malnutrition. Au Guatemala, 65 pour cent des enfants des régions rurales souffrent de malnutrition chronique.

De riches propriétaires terriens expulsent les membres des communautés autochtones de leurs terres et le gouvernement guatémaltèque criminalise la résistance à ces prises de contrôle. Les communautés sont menacées de violence, leurs récoltes sont détruites et leurs maisons incendiées. Le SCFP appuie les travaux du Comité paysan des Hautes Terres (CCDA) en matière de

DES SURVIVANTES DE VIOLENCES SEXUELLES PENDANT LE CONFLIT ARMÉ AU GUATEMALA DANS LES ANNÉES 1980 PARLENT OUVERTEMENT DE LEUR QUÊTE DE JUSTICE. UNE CAUSE HISTORIQUE A FINALEMENT ÉTÉ ENTENDUE EN JANVIER 2022. LES 36 FEMMES MAYA ACHI QUI ONT TÉMOIGNÉ POUR LA PREMIÈRE FOIS EN 2011, ATTENDENT ENCORE D'OBTENIR JUSTICE.



Photo : Lisa Rankin/Maritime-Guatemala Breaking the Silence Network



Photo : Stylepam Photography

justice agraire. Les propriétaires fonciers et les gouvernements s’entendent pour nier les droits territoriaux des agriculteurs autochtones. Mais le CCDA s’appuie sur des études anthropologiques et historiques qui contrent ces affirmations et qui démontrent que les communautés agricoles autochtones ont bel et bien ces droits.

Les enjeux de cette lutte sont élevés. Six membres du CCDA ont été emprisonnés et 26 autres ont reçu des ordres d’expulsion. Le CCDA continue de résister courageusement à la répression gouvernementale des populations paysannes. L’organisation a célébré son 40e anniversaire lors d’une assemblée nationale tenue en mars 2022.

Le Maritimes-Guatemala Breaking the Silence Network, un autre partenaire du SCFP, fait état de développements troublants. Des groupes de la société civile condamnent la « loi sur les ONG » de 2022. Selon eux, la loi a d’énormes répercussions sur les organisations sociales, la société guatémaltèque, la démocratie et l’État de droit, car elle limite la liberté d’expression et d’organisation. La Commission guatémaltèque des droits de la personne affirme que cette loi permet au gouvernement « d’intimider les organisations et d’agir comme bon lui semble dans un effort marqué pour promouvoir l’impunité, la corruption et la concentration de son pouvoir ».

À l’occasion de la Journée internationale des droits des femmes 2022, le congrès guatémaltèque a adopté une loi rétrograde qui criminalise l’avortement et qui est assortie de peines sévères. Cette loi interdit aussi l’union et le mariage homosexuels, ainsi que la sensibilisation aux

DES MEMBRES DU GROUPE DES INFIRMIÈRES ENGAGÉES ONT CÉLÉBRÉ LA JOURNÉE INTERNATIONALE DES DROITS DES FEMMES LE 8 MARS 2022 À MANICHE, UNE COMMUNE DE L’ARRONDISSEMENT DES CAYES, AU SUD D’HAÏTI. LE RASSEMBLEMENT ÉTAIT ORGANISÉ PAR LA CONFÉDÉRATION DES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES DES SECTEURS PUBLIC ET PRIVÉ (CTSP).

réalités des personnes 2LGBTQ+, en plus de définir la famille comme n’incluant qu’un père, une mère et des enfants.

Les organismes de défense des droits de la personne continuent de résister à la discrimination et aux attaques du gouvernement guatémaltèque contre les personnes issues de communautés marginalisées, y compris les Autochtones, les paysannes et les paysans. Les militant(e)s proposent des alternatives et appellent au dialogue plutôt qu’à davantage de répression et de criminalisation.

HAÏTI

Depuis l’assassinat du président haïtien en juillet 2021, la société civile, dont des syndicats, soutiennent la mise en place d’un nouveau gouvernement qui reflète la volonté du peuple, et ce, malgré des conditions extrêmement difficiles : escalade de la violence des gangs, pandémie et augmentation spectaculaire du coût de la vie, notamment.

En janvier 2022, une coalition de syndicats comprenant le partenaire du SCFP en Haïti, la Confédération des travailleurs et travailleuses des secteurs public et privé (CTSP), a envoyé une lettre ouverte au gouvernement réclamant une

augmentation salariale pour faire face à la hausse du coût des biens et services de base, comme l'alimentation, le transport, les soins de santé et l'éducation. Cette coalition affirme que les travailleuses et les travailleurs ont besoin de trois à quatre fois leur salaire actuel pour survivre.

Lorsque le gouvernement a ignoré ces revendications, les ouvrières et les ouvriers du secteur du vêtement ont organisé des grèves tournantes. En raison de ces moyens de pression, le gouvernement a accepté de négocier sur divers enjeux, dont les salaires, dans plusieurs secteurs. Malheureusement, dans un revirement de situation tragique, la police a ouvert le feu sur les grévistes en février 2022, tuant un journaliste.

Devant une telle violence, nous sommes en droit de nous demander si le récent soutien du gouvernement canadien à la Police nationale haïtienne permettra d'améliorer la sécurité et la paix. En janvier 2022, le Canada a annoncé l'octroi de 15 millions de dollars à la police haïtienne pour « fournir de la formation essentielle et améliorer son efficacité », ainsi que pour accroître le nombre de femmes dans la police.

Le SCFP appuie les efforts de syndicalisation du CTSP dans le secteur de l'éducation. Les militant(e)s s'affairent à relancer les activités syndicales et se mobilisent à nouveau après des mois de troubles sociopolitiques et de difficultés pandémiques.

HONDURAS

Le Honduras a connu une transformation politique majeure avec l'élection d'un président progressiste, Xiomara Castro, en 2022. Malgré l'espoir d'un changement positif, le partenaire du SCFP, CODEMUH (Collectif des femmes honduriennes), et les communautés avec lesquelles il travaille font face à d'immenses défis. Le CODEMUH s'efforce de s'attaquer aux causes profondes des violations des droits des femmes et des droits du travail en plaidant pour un resserrement des lois et en syndiquant la main-d'œuvre du secteur des maquilas, les ateliers de misère.

L'ancien président hondurien Juan Orlando Hernández est en attente d'extradition vers les États-Unis pour trafic de drogue et d'armes. Son administration corrompue et antidémocratique s'appuyait sur ce trafic. Le régime Hernández a aussi donné lieu au vol de fonds publics et à l'affaiblissement des institutions publiques. Les tenants de l'ancien régime font également tout pour saboter le travail du nouveau gouvernement.

La présidente du CODEMUH, María Luisa Regalado, a déclaré que les montées de violence contre les femmes et en général sont causées par le crime organisé qui a été encouragé à rendre le Honduras ingouvernable par l'ex-président Hernández. Ce dernier est également accusé d'avoir nommé des juges qui ont tendance à se ranger du côté des exploitants et des propriétaires de maquilas. Leurs mandats se terminent fin 2022. Ce biais judiciaire dissuade les travailleuses et les travailleurs des maquilas de porter plainte devant les tribunaux pour dénoncer les mauvaises pratiques de leurs employeurs.

LE COMITÉ CAMPESINO DES HAUTES TERRES (CCDA) A TENU SON TROISIÈME CONGRÈS NATIONAL AGRAIRE À L'OCCASION DE LA JOURNÉE INTERNATIONALE POUR L'ÉLIMINATION DE LA VIOLENCE À L'ÉGARD DES FEMMES, LE 25 NOVEMBRE 2021. LES MEMBRES DE MILLIERS DE FAMILLES AUTOCHTONES ET PAYSANNES ONT ANALYSÉ, DISCUTÉ, DÉBATTU ET PROPOSÉ DES ACTIONS POUR FAIRE AVANCER LES LUTTES PAYSANNES AU GUATEMALA.



Photo : CCDA

Le SCFP appuie les travaux en santé-sécurité du CODEMUH auprès de la main-d'œuvre du vêtement, qui est majoritairement féminine. Ces travaux comprennent la formation de représentantes en santé-sécurité dans les ateliers, des campagnes pour améliorer les conditions de travail et l'exercice de pressions sur le gouvernement pour qu'il applique le code du travail. Le CODEMUH représente aussi les travailleuses et les travailleurs dans des dossiers de licenciement abusif, de refus d'accommodement raisonnable et d'obstacles à l'accès aux soins médicaux.

NICARAGUA

Les deux dernières années ont été parmi les plus difficiles de l'histoire de notre partenaire nicaraguayen, le Mouvement María Elena Cuadra des femmes employées et chômeuses (MEC). Début 2022, le MEC a été contraint de fermer en raison de persécutions politiques, notamment la surveillance policière, l'obstruction du gouvernement et d'autres tactiques conçues pour contrecarrer son action et intimider. Et tout cela simplement parce que l'organisme œuvre dans l'organisation communautaire et la défense des droits des travailleuses des maquilas.

Le MEC travaille auprès de la main-d'œuvre, essentiellement féminine, des maquilas du Nicaragua. Ces gens confectionnent des vêtements destinés à l'exportation vers l'Amérique du Nord et l'Europe, notamment pour le fabricant canadien Gildan Activewear. Le MEC forme des représentantes d'ateliers, accompagne les personnes qui déposent des plaintes auprès du tribunal du travail et dirige une clinique juridique gratuite pour les femmes des communautés marginalisées. L'organisme est explicitement féministe dans son organisation syndicale et communautaire.

Des attaques politiques soutenues ont conduit à la fermeture forcée du MEC par le gouvernement Ortega le 11 février 2022. Pendant plus de quatre ans, le gouvernement a refusé d'accepter les déclarations de revenus et autres documents requis pour maintenir le statut juridique du MEC. Les représentants du gouvernement n'ont fourni que des communications et des instructions limitées dans ce dossier. Le MEC fait partie des nombreuses organisations nationales et internationales de justice sociale et de défense des droits de la personne (en particulier des femmes) qui ont été dissoutes ou dont les dirigeant(e)s ont été expulsés du pays à la suite d'allégations de documents irréguliers et d'activités illégales. Depuis 2018, le régime a fermé 99 organisations non gouvernementales, dont 56 étaient des organisations nationales de la société civile.

Les menaces bien documentées d'ingérence étrangère et de violation de la souveraineté nationale, notamment de la part des États-Unis, ont un impact profond sur les pays d'Amérique latine. L'histoire du Nicaragua est marquée par ces luttes qui sont encore visibles dans la « loi sur les agents étrangers » de 2020 dont le gouvernement s'est servi pour attaquer le MEC. Le gouvernement soutient que cette loi protège le pays contre l'influence étrangère. Malheureusement, il s'en sert

LE DERNIER ATELIER DE FORMATION ORGANISÉ PAR LE MOUVEMENT MARÍA ELENA CUADRA DES FEMMES EMPLOYÉES ET SANS EMPLOI (MEC) AU NICARAGUA AVANT QU'IL NE PERDE SON STATUT JURIDIQUE EN FÉVRIER 2021.



Photo : MEC

pour cibler les organisations de la société civile qui ne sont pas d'accord avec lui. Toute organisation qui reçoit du financement de l'étranger et qui ne s'enregistre pas auprès du gouvernement en tant qu'« agent étranger » peut être condamnée à une amende, se faire confisquer ses actifs et être dépouillée de son statut juridique. Le MEC a tenté de s'inscrire, sans succès. Le personnel du MEC est déterminé à poursuivre ses importants travaux malgré les obstacles.

PHILIPPINES

Au cours de l'année écoulée, les syndicalistes philippins ont été confrontés à deux grands défis dans le secteur public. La prudence face à la COVID-19 les a forcés à restreindre leurs activités. Parallèlement, le gouvernement a réprimé les manifestations, notamment en qualifiant leurs organisateurs et organisatrices de terroristes, en les harcelant, en les arrêtant illégalement, en portant de fausses accusations et en menant des campagnes de désaffiliation syndicale.

Les syndicats du secteur public ont persévéré malgré les nombreuses difficultés. Les partenaires du SCFP dans ce pays sont l'Alliance of Concerned Teachers (ACT), une fédération nationale de syndicats de l'éducation, et COURAGE (Confédération pour l'unité, la reconnaissance et l'avancement des fonctionnaires) qui regroupe de nombreux syndicats du secteur public. Ces organisations syndicales n'ont pas cessé de recruter et de contribuer à la lutte du peuple philippin pour la justice sociale et la démocratie.

En 2021, COURAGE a lancé une campagne qui a galvanisé la fonction publique et secoué le gouvernement. Les revendications portent sur l'accès à des tests et des traitements gratuits contre la COVID-19, l'octroi d'une prime de risque pour l'ensemble des travailleuses et des travailleurs, un salaire minimum national de 16 000 pesos philippins par mois (380 dollars canadiens), la fin des licenciements massifs et de la précarité d'emploi, ainsi que la fin de la corruption gouvernementale et de la répression politique à l'endroit des syndicalistes et des militant(e)s.



Photo : COURAGE

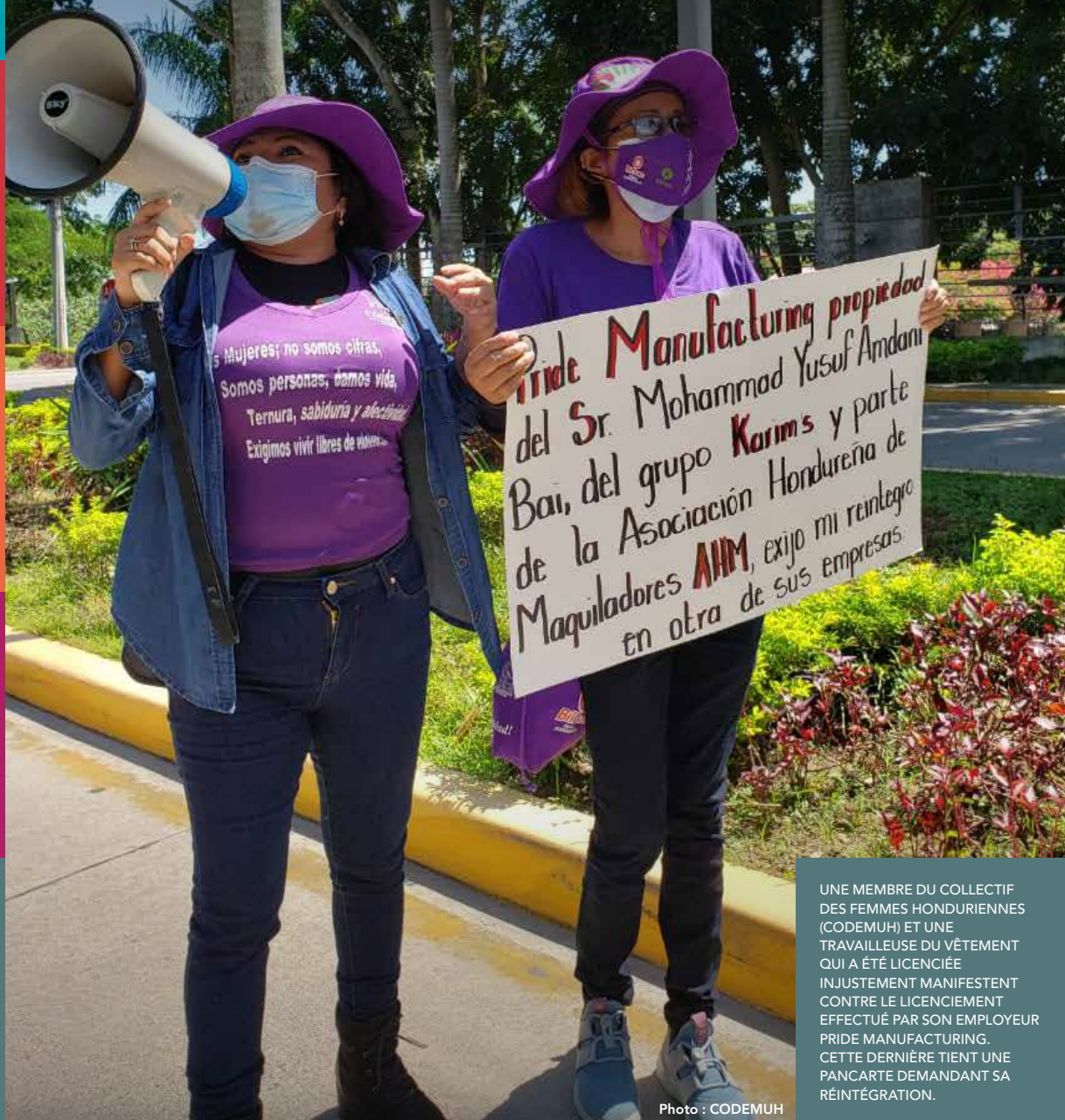
DES MEMBRES DE COURAGE MANIFESTENT CONTRE LA RÉPRESSION POLITIQUE DES SYNDICALISTES, EN FÉVRIER 2022. LEUR BANDEROLE APPELLE À L'ABROGATION DU DÉCRET EXÉCUTIF 70, QUI A ÉTÉ UTILISÉ POUR ACCUSER À TORT DE TERRORISME DES SYNDICALISTES ET DES MILITANT(E)S DES DROITS DE LA PERSONNE.

Au moment de la rédaction du présent rapport, les Philippines étaient le seul pays au monde à ne pas avoir rouvert les écoles. Le gouvernement Duterte a repoussé à deux reprises le retour à l'enseignement en personne en prétextant l'émergence de nouveaux variants de la COVID-19. Selon l'ACT et ses alliés, la vraie raison est l'incapacité du gouvernement à adopter des mesures de sécurité dans les écoles. La pression populaire a bien forcé un certain mouvement, mais seules 277 écoles élémentaires et secondaires publiques et 20 écoles privées devraient rouvrir bientôt, sur un total de 50 000 établissements scolaires à travers le pays. Selon une évaluation des risques de l'UNICEF, 10 000 écoles pourraient rouvrir leurs portes.

Pendant que l'ACT luttait pour la réouverture sécuritaire des écoles, les attaques contre sa direction et ses membres se sont poursuivies, notamment au moyen d'affiches dans les rues principales de Quezon City accusant ses dirigeant(e)s Raymond Basilio, Vladimir Quetua et France Castro de recruter des « terroristes ». Plusieurs ministères ont mené une campagne médiatique qualifiant d'organisations terroristes l'ACT et d'autres syndicats du secteur public. Un ministère a également ordonné à ses bureaux régionaux de surveiller les activités de ces prétendues organisations terroristes.

Ces tactiques d'intimidation sont utilisées contre des syndicalistes, des membres de l'opposition, des organismes de défense des droits de la personne, des chefs religieux et d'autres critiques du gouvernement. Bon nombre des personnes ciblées sont par la suite arrêtées ou victimes de violence de la part du gouvernement. Ce fut notamment le cas pour plusieurs dirigeant(e)s de l'ACT et de COURAGE. Cette violence s'est accrue avant les élections présidentielles du printemps 2022.

La solidarité entre travailleuses et travailleurs



UNE MEMBRE DU COLLECTIF DES FEMMES HONDURIENNES (CODEMUH) ET UNE TRAVAILLEUSE DU VÊTEMENT QUI A ÉTÉ LICENCIÉE INJUSTEMENT MANIFESTENT CONTRE LE LICENCIEMENT EFFECTUÉ PAR SON EMPLOYEUR PRIDE MANUFACTURING. CETTE DERNIÈRE TIENT UNE PANCARTE DEMANDANT SA RÉINTÉGRATION.

Photo : CODEMUH

MEXIQUE

Le SCFP est membre d'une coalition de syndicats canadiens et mexicains qui appuient les droits du travail et l'amélioration des conditions de travail au Mexique. Le projet s'appuie sur les progrès récents dans le pays et vise à renforcer les syndicats mexicains authentiques (auténticos), démocratiques, transparents et responsables, ainsi qu'à accroître leur capacité à protéger les droits des travailleuses et des travailleurs, à faire progresser les intérêts de la classe ouvrière et à mettre en œuvre une réforme du travail.

Jusqu'à récemment, le Mexique était l'un des rares pays à ne pas garantir le droit à la négociation collective. Il n'a pas ratifié la Convention 98 de l'Organisation internationale du travail (OIT) sur le droit à la syndicalisation et à la négociation collective. Au lieu de s'organiser de manière indépendante et de voter sur les conventions collectives, les travailleuses et les travailleurs se voyaient imposer des « ententes de protection » conclues à huis clos entre les employeurs et des syndicats alignés sur le gouvernement.

La loi sur la réforme du travail de 2019 a accordé aux travailleuses et aux travailleurs mexicains le droit d'élire leurs responsables syndicaux au scrutin secret et de ratifier les conventions collectives négociées. Ce nouveau régime pourrait changer radicalement les relations de travail au Mexique. Les gens peuvent en effet s'organiser en syndicats indépendants qui servent leurs intérêts. La réforme a également créé une agence fédérale indépendante qui supervise les élections syndicales, ainsi que des tribunaux du travail spécialisés.

De plus, lorsque le Canada, les États-Unis et le Mexique ont remplacé l'ALÉNA par l'ACÉUM en 2020, le texte principal du nouvel accord de libre-échange comprenait un chapitre sur le travail. Selon le Maquila Solidarity Network, ce changement a symboliquement élevé la protection des droits du travail au même niveau que l'application des droits commerciaux et d'investissement. Il a également ouvert tous les conflits de travail au processus formel de règlement des différends prévu dans l'accord.

La coalition syndicale à laquelle appartient le SCFP est subventionnée par le gouvernement canadien. Il s'agit d'une initiative commune du Congrès du travail du Canada, de l'Alliance de la fonction publique du Canada, du Syndicat des Métallos et du Centre international de solidarité ouvrière, ainsi que de quatre organisations syndicales mexicaines : la Frente Auténtico del Trabajo, Red de Mujeres Sindicalistas, Comité Fronterizo de Obreras et Sindicato Nacional de Trabajadores Mineros, Metalúrgicos, Siderúrgicos y Similares de la República Mexicana.



Photo et murale : Collectif Lapiztola

LA MURALE INTITULÉE MAÏS POUR LE POULET À OAXACA, AU MEXIQUE. LE SYMBOLISME DU MAÏS, DU BANDANA ET DE LA JEUNE FILLE AUTOCHTONE ILLUSTRE LES DIVERSES FORMES DE RÉBELLION ET DE RÉSISTANCE QUI SE MANIFESTENT DANS L'OAXACA MODERNE. L'ART DE RUE Y EST UNE FORME DE PROTESTATION BIEN ANCRÉE.

METTRE FIN À L'EMPRISONNEMENT POLITIQUE

Certains gouvernements utilisent la loi et le système carcéral pour réprimer et bâillonner les mouvements progressistes et les individus qui critiquent leurs politiques et leurs actions. Une vague accusation de « terrorisme » sert souvent de prétexte pour détenir des gens en toute impunité. Deux membres du SCFP ont subi ce type de répression ; ils ont été détenus pour des motifs politiques alors qu'ils rendaient visite à leur famille.

Cihan Erdal, membre de la section locale 4600, a été libéré sous condition dans son pays d'origine, la Turquie, en juin 2021, mais il ne peut toujours pas revenir au Canada. Le 25 septembre 2020, il a été arrêté à Istanbul aux côtés de nombreux politicien(ne)s, militant(e)s et universitaires, puis formellement inculpé avec une centaine d'autres personnes. Les accusations portées contre Cihan Erdal et d'autres individus découlent de leur soutien public à une communauté kurde attaquée par l'État islamique en 2014. Cihal Erdal se défend toujours contre des accusations non fondées portées en raison de deux publications Facebook qu'il a partagées en 2014 et de son ancienne appartenance au Parti démocratique du peuple (HDP), le troisième parti politique de Turquie. Il est un résident permanent canadien et il a demandé la citoyenneté canadienne.

Lazhar Zouaïmia est membre de la section locale 957. Il a été arrêté le 19 février 2022 en Algérie après avoir séjourné 20 jours dans sa ville natale de Sedrata. Lazhar Zouaïmia, qui a la double nationalité canadienne et algérienne, avait manifesté pacifiquement à Montréal aux côtés de centaines d'autres membres de la diaspora algérienne en appui au mouvement citoyen Hirak qui réclame un changement démocratique sans violence en Algérie. Lazhar Zouaïmia fait désormais partie des dizaines de citoyennes et citoyens pacifiques qui font face à de fausses accusations de terrorisme en Algérie. Lui et d'autres sont victimes de violations répétées de leurs droits et libertés pour avoir critiqué le gouvernement algérien ou ses pratiques. Depuis des mois, les organisations non gouvernementales et les organismes des Nations Unies chargés des droits de la personne mettent en garde contre l'intensification de la répression en Algérie



Photo : SCFP



Photo : Amnistie internationale Canada francophone



Photo : Justice pour Hassan Diab

LE SCFP SOUTIENT LES CAMPAGNES RÉCLAMANT LA LIBERTÉ ET LA JUSTICE POUR (DE HAUT EN BAS) CIHAN ERDAL, LAZHAR ZOUAÏMIA ET HASSAN DIAB. TOUS TROIS FONT FACE À DES ACCUSATIONS NON FONDÉES À L'EXTÉRIEUR DU CANADA.

Lazhar Zouaïmia est de retour au Canada depuis le début mai, mais il fait toujours face à des accusations en Algérie. Notre syndicat continuera à réclamer la justice pour ces deux membres. Le SCFP est également préoccupé par le cas d'Hassan Diab, qui était membre de la section locale 4600 lorsqu'il a été arrêté pour des accusations non fondées de terrorisme en 2008. Près de 14 ans plus tard, il fait face à un deuxième mandat d'extradition vers la France, ce qui rappelle le besoin urgent de réformer les lois canadiennes sur l'extradition. Nous nous joignons à l'appel à la libération de l'ensemble des prisonnières et prisonniers politiques en Algérie, en Turquie et ailleurs dans le monde.

SOLIDARITÉ AVEC L'UKRAINE

Les travailleuses et les travailleurs sont toujours en première ligne en temps de crise, comme une guerre ou une catastrophe naturelle. Bon nombre vivent dans les communautés les plus touchées et sont les premiers intervenants et intervenantes à assurer la sécurité des personnes dans le besoin.

Lorsque la Russie a envahi l'Ukraine en février 2022, le SCFP a participé à la réponse de la communauté internationale. Nous avons soutenu l'appel syndical mondial en faveur d'un soutien aux syndicats qui veillaient à ce que la nourriture et l'eau, les fournitures médicales et les articles d'hygiène parviennent aux personnes blessées et déplacées par la violence. Nous avons demandé que des fonds soient versés aux populations noires, racisées et autrement marginalisées qui sont victimes de discrimination et qui tentent de fuir la violence.

Le SCFP condamne l'invasion militaire russe et demande au gouvernement canadien de tout mettre en œuvre pour désamorcer cette situation. Le moyen le plus efficace de mettre fin à cette crise humanitaire et d'assurer la sûreté et la sécurité de civils innocents est le départ immédiat de toutes les forces russes d'Ukraine. Nous soutenons et encourageons les solutions diplomatiques non militaires conduisant à la paix.

Aujourd'hui, l'Ukraine est l'un des nombreux pays subissant la violence de la guerre et de l'occupation. Nous nous joignons aux militant(e)s du monde entier qui appellent tous les gouvernements, en particulier ceux de l'Ouest, à mettre fin à tout soutien à la guerre et au militarisme.



Photo : GoToVan/Flickr CC BY-SA 4.0

UN MANIFESTANT LORS D'UN RASSEMBLEMENT ANTI-GUERRE À VANCOUVER TIENT UNE PANCARTE DISANT «NON À LA GUERRE». IL S'AGIT DE L'UNE DES NOMBREUSES MANIFESTATIONS TENUES AU CANADA ET AILLEURS DANS LE MONDE POUR S'OPPOSER À L'INVASION DE L'UKRAINE PAR LA RUSSIE SURVENUE EN FÉVRIER 2022.

Travailler avec nos partenaires



DES REPRÉSENTANT(E)S
DU COMITÉ PAYSAN DES
HAUTES TERRES LORS D'UNE
CONFÉRENCE DE PRESSE
TENUE DEVANT LA RÉSIDENCE
PRÉSIDENTIELLE À GUATEMALA
CITY.

UNE MANIFESTATION DE L'INTERNATIONALE DES SERVICES PUBLICS EN NOVEMBRE 2021 DEVANT LE BUREAU DES NATIONS UNIES À GENÈVE, DANS LE CADRE D'UNE JOURNÉE D'ACTION MONDIALE APPELANT À LA FIN DU MONOPOLE DES GRANDES ENTREPRISES PHARMACEUTIQUES SUR LES VACCINS CONTRE LA COVID-19. LE SCFP POURSUIT SA CAMPAGNE POUR UN ACCÈS MONDIAL ET ÉQUITABLE AUX VACCINS.



Photo : ISP

INTERNATIONALE DES SERVICES PUBLICS

Le SCFP est membre de l'Internationale des services publics (ISP), la fédération syndicale mondiale qui représente plus de 30 millions de travailleuses et de travailleurs du secteur public dans 154 pays. Pour souligner la journée mondiale d'action pour les soins organisée par les syndicats en octobre 2021, le SCFP a participé à un webinaire de l'ISP intitulé *Les syndicats défendent les travailleurs et les travailleuses du secteur des soins à la personne en période de COVID-19*. Cette activité mettait en vedette des travailleuses et des travailleurs des soins de première ligne et des syndicalistes de toutes les régions du monde qui ont raconté leurs défis, leurs batailles pour un travail décent et leurs victoires.

Partout dans le monde, le personnel de la santé et des soins a été en première ligne de la réponse à la COVID-19. Les gouvernements les ont applaudis. Mais pour l'ISP, les applaudissements ne suffisent pas. Pendant que les travailleuses et les travailleurs combattent le virus et sauvent des vies, le personnel doit aussi se battre pour obtenir un équipement de protection individuelle approprié et d'autres mesures de sécurité au travail, une amélioration des effectifs et de la rémunération et, dans de nombreux cas, le droit de se syndiquer et de négocier collectivement. Lors de sa présentation, le SCFP a mentionné qu'il faut du personnel qualifié et correctement rémunéré pour offrir des soins de qualité. Notre syndicat a aussi souligné que la pandémie a ouvert de nouvelles possibilités pour réinventer les soins de longue durée au Canada.

En octobre 2021, le SCFP a également participé à une réunion sectorielle des administrations locales et régionales (ALR) de l'ISP sur le thème *Dimensions de genres et intersectionnalité*. La présentation du SCFP retraçait le rôle historique et avant-gardiste joué par les travailleuses et les travailleurs du secteur municipal pour enchâsser les droits 2LGBTQ+ (appelés droits des

homosexuels à l'époque) dans les conventions collectives et les faire respecter dans toutes les activités syndicales, et ce, des premiers efforts du SCFP en la matière jusqu'à présent.

La réunion des ALR de l'ISP a souligné que la lutte pour l'équité entre les genres et la non-discrimination est au cœur du travail syndical. Les femmes représentent la plus grande part de la main-d'œuvre dans de nombreux emplois des administrations locales et régionales. Avec les personnes ayant un handicap et les personnes âgées, les personnes 2LGBTQ+, racisées, migrantes, réfugiées et autochtones sont confrontées à plusieurs types de discrimination (concept d'intersectionnalité) et portent le poids de la précarité et des mauvaises conditions de travail de nombreux emplois municipaux.

COMMISSION DE LA CONDITION DE LA FEMME DES NATIONS UNIES

En mars 2022, les déléguées du SCFP et de nombreuses autres femmes syndicalistes ont participé virtuellement à la 66^e session de la Commission de la condition de la femme des Nations Unies (CCFNU). Ce rassemblement annuel est une priorité pour notre syndicat. Cette année, la session avait pour thème *Atteindre l'égalité des sexes et l'autonomisation de toutes les femmes et filles dans le contexte des politiques et programmes de réduction des risques liés aux changements climatiques, à l'environnement et aux catastrophes*.

LE SIÈGE DES NATIONS UNIES À NEW YORK. LA PANDÉMIE A CONTRAINT LES DÉLÉGUÉES DU SCFP ET DE NOMBREUSES AUTRES FEMMES SYNDICALISTES À PARTICIPER VIRTUELLEMENT À LA 66^e COMMISSION DE LA CONDITION DE LA FEMME DES NATIONS UNIES, EN MARS 2022. ELLES ONT EXERCÉ DES PRESSIONS EN FAVEUR DE LA JUSTICE CLIMATIQUE ET DE L'ÉQUITÉ ENTRE LES GENRES.



La CCFNU s'est déroulée dans un contexte d'inégalité entre les genres et d'aggravation de la crise climatique. Les déléguées du SCFP se sont jointes à des féministes et à des syndicalistes du monde entier pour faire pression en faveur de politiques mondiales qui visent à éviter la catastrophe climatique et à autonomiser les femmes et les filles. Elles ont réclamé des investissements publics dans le secteur des soins.

Nous avons entendu des dirigeantes syndicales, des militantes climatiques, des défenseuses des terres autochtones et des féministes parler notamment de transition juste et du lien entre les changements climatiques et la violence fondée sur le genre.

La délégation de l'ISP et du Congrès du travail du Canada ont mené la charge en exigeant des gouvernements qu'ils reconnaissent que, pour réaliser une transition juste et équitable qui abandonne les industries polluantes, les femmes doivent absolument avoir des emplois décents. L'investissement public dans l'économie des soins est au cœur de cette transition, y compris des emplois garantis et syndiqués dans les soins de longue durée, les soins de santé et les services éducatifs à l'enfance.

Mais la lutte n'est pas finie. Les conclusions concertées de la session ne reconnaissent pas la nécessité pour les pays riches et très pollués comme le Canada, d'indemniser les pays les plus touchés par les changements climatiques pour les pertes et les dommages qu'ils subissent. Les conclusions sont également muettes sur la nécessité de désarmer et de réinvestir les budgets militaires dans les services publics et les énergies renouvelables. Comme l'a dit la secrétaire générale de l'ISP Rosa Pavanelli, « les bombes ne sont pas écologiques ».

COP26 ET DÉMOCRATIE ÉNERGÉTIQUE

En 2021, le SCFP et une trentaine d'autres syndicats ont participé à un groupe de travail syndical mondial. Le programme syndical pour un avenir énergétique public à faible émission de carbone a été lancé à Glasgow, en Écosse, à l'occasion de la 26^e Conférence des Parties des Nations Unies sur les changements climatiques (COP26), afin de mobiliser le mouvement syndical international en faveur d'un changement fondamental en matière de politiques climatiques et énergétiques. Il s'agit d'un effort remarquable pour définir clairement les changements nécessaires afin de corriger les défaillances du libre marché et garantir que la transition énergétique requise pour faire face à la crise climatique soit socialement juste, économiquement viable et efficace pour atteindre les objectifs climatiques.

Ce groupe de travail a été créé par le Trade Unions for Energy Democracy (TUED), un réseau formé il y a dix ans pour concevoir une approche indépendante, syndicale et ouvrière de la transition énergétique, de la protection du climat et des questions connexes. Le SCFP en est membre depuis sa fondation. TUED aide les syndicats à s'organiser et à défendre la propriété publique de l'énergie pour lutter contre les changements climatiques et la pauvreté énergétique, ainsi que pour répondre aux préoccupations des travailleuses et des travailleurs face à la transition énergétique.

UN MANIFESTANT LORS D'UN RASSEMBLEMENT EN MARGE DE LA COP26 À GLASGOW, EN ÉCOSSE, TIEN UNE PANCARTE OÙ ON PEUT LIRE «LES RÉFUGIÉ(E)S CLIMATIQUES SONT LES BIENVENUS. COMBATTONS LE RACISME ET LE CHAOS CLIMATIQUE».



Photo : Stephen et Helen Jones/Flickr CC BY-SA 4.0

Lors de la COP26, les syndicats membres de TUED basés dans les pays du Sud ont élaboré des solutions de rechange aux politiques d'«ajustement structurel écologique». Ces politiques sont approuvées et promues par le Fonds monétaire international, la Banque mondiale, la Commission européenne, le Forum économique mondial et d'autres partisans des politiques fondées sur le libre marché. Le SCFP appuie les travaux de TUED et les efforts visant à s'éloigner des solutions néolibérales en matière de transition énergétique pour privilégier les solutions de rechange venues du Sud.

Les négociations de la COP26 ont été largement considérées comme un échec, les organisations de la société civile ayant claqué la porte pour protester contre le degré de contrôle de l'entreprise privée sur les gouvernements. Les personnes qui ont quitté la salle ont rejoint les mouvements sociaux, y compris le mouvement syndical, qui étaient restés en dehors des négociations officielles et qui travaillaient à l'élaboration des plans et programmes nécessaires pour faire face à la crise climatique à laquelle nous sommes confrontés.

Il n'est pas surprenant que les pays riches et le secteur privé des combustibles fossiles n'aient pas la volonté et les motivations politiques nécessaires pour faire face de manière significative à la crise climatique. Après tout, leur promotion de solutions basées sur le marché et leur engagement envers l'accaparement des terres et le profit aux dépens de la planète sont à l'origine de cette crise.

Aussi décevants qu'aient pu être les actions des chefs de gouvernement et les résultats de la COP26, il y a une lueur d'espoir. De plus en plus de gens comprennent que, dans le système économique actuel, les gouvernements sont incapables de faire face à la crise climatique. Il devient manifeste, en particulier pour les jeunes, que la décarbonisation, l'efficacité énergétique et le remplacement des combustibles fossiles par des sources d'énergie propres ne peuvent se produire qu'en dehors du marché. La légitimité des pressions exercées par le biais d'actions de masse et en solidarité avec les communautés autochtones et vulnérables du Sud est également en croissance.

Se mobiliser pour un monde meilleur

La montée des mouvements d'extrême droite, la pandémie et l'état de santé de notre planète peuvent nourrir le désespoir. Mais ces immenses défis peuvent aussi être le moteur de transformations profondes et porteuses d'espoir. En tant que travailleuses et travailleurs, nous pouvons et nous devons continuer à renforcer notre pouvoir collectif et à nous mobiliser pour construire un monde meilleur pour l'ensemble des citoyennes et citoyens de la planète.

Notre syndicat poursuivra ses efforts avec ses partenaires au Canada et ailleurs dans le monde pour faire progresser les droits du travail et les droits de la personne, ainsi que pour remettre en question le pouvoir croissant des entreprises et l'augmentation des inégalités. Au cours de la dernière année, nos partenaires ont mis en évidence les schémas de violence, de harcèlement, de criminalisation et d'emprisonnement que subissent les organisatrices, les organisateurs syndicaux et les défenseur(e)s des droits de la personne. Nous sommes préoccupés et dénonçons la nouvelle vague de répression et de persécution qui utilise les lois et le système judiciaire pour fermer des organisations des mouvements sociaux.

Notre solidarité est vitale pour repousser les attaques visant à étouffer les voix de l'opposition et les mouvements de défense des droits du travail. Grâce aux liens entre les travailleuses et les travailleurs et par le biais du Fonds pour la justice mondiale du SCFP, nous continuerons d'appuyer ces mouvements mondiaux.

La solidarité internationale et les échanges entre travailleuses et travailleurs rapprochent les membres du SCFP des gens aux premières lignes de ces luttes vitales. Nous apprenons des leçons importantes et établissons des liens entre les défis qui nous affrontons chez nous et ceux qui se posent à l'étranger. Le SCFP est solidaire des travailleuses et des travailleurs du monde entier qui luttent contre la privatisation, la pauvreté, le racisme, l'austérité, le colonialisme, l'impérialisme et la guerre. Nous continuerons de résister à ces mêmes phénomènes au Canada.

Si votre section locale souhaite soutenir le Fonds pour la justice mondiale du SCFP et les actions de notre syndicat en matière de solidarité internationale, visitez le scfp.ca/solidarite-internationale ou communiquez avec la conseillère en solidarité internationale Kelti Cameron à l'adresse kcameron@scfp.ca.



LES MEMBRES DU COMITÉ NATIONAL DE LA JUSTICE MONDIALE

- Natalie Webber, Terre-Neuve-et-Labrador
- Serge Plourde, Nouveau-Brunswick
- Jennifer LeBlanc, Île-du-Prince-Édouard
- Cheryl Burbidge, Nouvelle-Écosse
- Diane Côté, Québec
- Farid C. Partovi, Ontario
- Lisa Chetwynd, Manitoba
- Denise MacDonald, Saskatchewan
- Clayton Gordon, Alberta
- Andrew Ledger, Colombie-Britannique
- Louella Vincent, Syndicat des employé(e)s d'hôpitaux
- Marilou Jade Perreault, Division du transport aérien
- Steve Stewart, CoDevelopment Canada
- Charlene Armstrong, Cuso International
- Connie Sorio, KAIROS
- Judy Henley, liaison avec le Conseil exécutif national
- Kelti Cameron, conseillère

LES PARTENAIRES DU FONDS POUR LA JUSTICE MONDIALE

- SCFP national
- SCFP-Colombie-Britannique
- SCFP-Saskatchewan
- SCFP-Ontario
- SCFP-Québec
- SCFP-Île-du-Prince-Édouard
- SCFP-Nouvelle-Écosse
- SCFP-Terre-Neuve-et-Labrador
- Syndicat des employé(e)s d'hôpitaux
- Personnel du SCFP
- SCFP 40 : personnel du Conseil scolaire de Calgary, Calgary (Alb.)
- SCFP 382 : personnel du district scolaire du Grand Victoria, Victoria (C.-B.)
- SCFP 606 : personnel du district scolaire Nanaimo-Ladysmith (n° 68), Nanaimo (C.-B.)
- SCFP 4791 : personnel de la Southern Alberta Community Living Association, Lethbridge (Alb.)
- SCFP 8443 : personnel du Conseil scolaire de Saskatoon (division n° 13), Saskatoon (Sask.)
- SCFP 4600 : personnel enseignant à temps partiel de l'Université Carleton, Ottawa (Ont.)
- SCFP 4557 : personnel de KAIROS, Ottawa (Ont.)
- SCFP 2440 : personnel de CUSO, Ottawa (Ont.)
- SCFP 1244 : employé(e)s de l'Université de Montréal, Montréal (Qc)
- SCFP 3260 : personnel d'aide à l'enseignement du Conseil scolaire de l'Île-du-Prince-Édouard, Charlottetown (Î.-P.-É.)
- SCFP 8920 : personnel du Nova Scotia Acute Care, Amherst (N.-É.)
- SCFP 3067 : personnel de la New Dawn Guest Home, Sydney (N.-É.)
- SCFP 1876 : personnel de la Northside Community Guest Home, Sydney (N.-É.)



JUSTICE MONDIALE SCFP

scfp.ca/solidarite-internationale